

Une foule de signaux viennent rappeler à quel point les femmes doivent encore se battre pour être considérées comme légitimes dans le champ politique.

Combien faudra-t-il de témoignages, combien faudra-t-il de « ça ne peut plus durer », pour que le sexisme, des petites humiliations jusqu'au harcèlement, soit vraiment pris au sérieux par la classe politique masculine ?

Le site internet chaircollaboratrice.com lancé cette semaine par des collaboratrices parlementaires est la dernière en date de ces initiatives. Il y avait eu en mai 2015 la [tribune des femmes journalistes](#), puis le collectif « Levons l'omerta » suite à [l'affaire Baupin](#) au printemps de cette année.

Mais si, à chaque fois, la parole des femmes s'est libérée, le constat peut être qualifié de désespérant : après l'affaire Baupin, beaucoup espéraient une réelle prise de conscience. Et pourtant. « Cela n'a rien amélioré, cela n'a pas été pris au sérieux », [témoignait](#) Charlotte Lestienne, l'une des collaboratrices parlementaires, cette semaine dans *Les Nouvelles NEWS*. Le sexisme est même devenu, plus encore qu'avant, un sujet de blague des élus. Rien qu'une vaste blague dans cette République dont des représentants clament chaque semaine qu'elle est celle de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Renvoyées à leur statut d'épouse, de mère

Est-ce si étonnant quand, cette même semaine, l'entrée du [buste d'Olympe de Gouges](#) à l'Assemblée nationale faisait prendre conscience que jamais la moindre représentation d'une femme politique n'y avait pris place ? Quand un ancien Premier ministre [renvoyait une ministre](#) à son statut d'ancienne « femme de » ? La légitimité des femmes dans la sphère politique n'est encore qu'un horizon.

« Pour beaucoup d'élus, pas tous, nous ne sommes toujours pas considérées comme légitimes, et une des manières de nous montrer qu'on n'est pas légitime c'est de nous rabaisser en permanence, notamment par ces gestes ou comportements déplacés », témoignait Charlotte Lestienne.

Et les Françaises ne sont pas isolées. En Suisse, où les femmes n'ont acquis le droit de vote qu'en 1971, elles témoignaient également en nombre, ces derniers jours, pour dénoncer le sexisme méprisant dans les cercles de pouvoir. Renvoyées à leur statut d'épouse, de mère. Quant au président du Nigéria, il renvoyait sa femme, coupable d'avoir exprimé des idées politiques, à la cuisine.

« Le privé est politique », lançait la nouvelle vague féministe dans les années 1960. Mais cinquante ans après, les femmes en politique, aux yeux de ceux qui peinent à les accepter comme égales, n'ont pas encore échappé à la sphère privée.